



Déclaration liminaire du 27 novembre 2008

Alors qu'il est fortement interpellé sur les suppressions massives de postes, la disparition programmée des RASED et la mise en place des 60 heures, ou encore son mépris de l'école maternelle et des enseignants, le ministre de l'Education Nationale répond, sans aucune concertation, par des mesures qui visent à introduire encore plus d'individualisation dans les rémunérations et de division au sein des équipes.

Le pilotage du système par les évaluations, les EPEP, la mise en place d'une agence du remplacement, la suppression de la formation : toutes les mesures prises ou annoncées concourent à réduire les coûts du service public d'éducation, le périmètre de ses missions, tournent le dos à la réussite de tous, sur fond permanent de mépris, de sélection, de mise en concurrence, d'autoritarisme, de remise en cause du droit de grève et du paritarisme.

Le 20 novembre, jour de grève nationale, nous nous sommes opposés au ministre par un « tous ensemble pour l'éducation », dans l'unité, avec les parents d'élèves, de l'école à l'université.

Une journée qui d'ores et déjà appelle à débattre des suites, pour continuer à construire un vaste mouvement. Pour s'opposer aux attaques contre les fondements de l'école publique et imposer d'autres choix éducatifs et budgétaires.

A force de tenir volontairement des propos contradictoires et de pratiquer la mauvaise foi, le ministre et « son » administration cherchent à créer la confusion et à discréditer à la fois les missions fondamentales de l'école (qui sont loin de celles d'un simple service d'accueil) et des enseignants.

La capacité du SNUipp à réunir plus de 1500 collègues chaque année dans la Drôme dérange visiblement l'administration : c'est en premier lieu notre syndicat, majoritaire dans le premier degré, qui représente une menace pour ce gouvernement. Dans les départements, les directives ministérielles sont relayées sans aucune souplesse par les Inspecteurs d'Académie et certains IEN. Les concertations lorsqu'elles existent n'aboutissent pas.

Dans la Drôme, suite à la rencontre que vous avez organisée le 6 novembre, convoquant toutes les organisations syndicales du département du 1^{er} degré, nous avons été déconcertés par votre courrier envoyé **dès le lendemain** à toutes les écoles, interdisant aux collègues de participer aux réunions d'information syndicale organisées par le SNUipp26 et les menaçant de sanctions financières.

Nous avons pourtant été à l'initiative d'une première audience pour organiser nos réunions le mercredi matin. Nous avons alors essuyé un refus catégorique de votre part.

Nous faisons appel à votre sens de la justice et au respect de l'équité. Nous vous demandons solennellement de ne sanctionner aucun collègue ayant participé à ces réunions organisées par les différents syndicats.